

CONTRAT DE CONCESSION N° 2025 045 2025 001 00 00

Relatif

**A l'exploitation de quatre salons de coiffure situés dans des enceintes
militaires des garnisons de Thionville et de Metz (2 lots)**

Lot 2 - METZ

Référence de consultation : 2025-01

**PROCEDURE DE PASSATION : article L.1322-1 et article L.3126-1 du code de la
commande publique**

Désignation du titulaire,

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse du siège social et téléphone :

Code APE :

Numéro de SIRET :

Ville et numéro d'inscription au registre du commerce:

Je m'engage, conformément aux clauses et conditions du présent contrat à exécuter les prestations demandées au profit des personnels civil et militaire de la garnison de Metz au quartier Séré de Rivières, Colin et sur le site de Saint Arnoul.

Compte à créditer le cas échéant

Etablissement bancaire :

Titulaire du compte :

[illegible]

A	, le
	Le titulaire

Identification de l'autorité concédante :

La Plate-forme du Commissariat de Metz (PFC-EST)

Désignation de l'autorité concédante :

Le commissaire général de 2^e classe Christophe AKNOUCHE, directeur

Désignation et adresse du comptable assignataire, le cas échéant :

-complétée le jour de la signature de la concession-

A	, le
	Autorité signataire de la concession

Reçu à titre de notification par le titulaire de la présente concession :

Date et signature :

1^{ère} partie : cahier des clauses administratives particulières

*

* *

Préambule

Dans le cadre des améliorations du cadre de vie au sein des enceintes militaires, des prestations de coiffure sont mises en place au profit des militaires et civils des garnisons de Metz et Thionville.

La présente concession est prise en application des articles L.1121-1, L.1322-1 et L.3126-1 et suivants du code de la commande publique.

Article 1 : Autorités

1.1 La PFC-EST est désignée « autorité concédante » dans la présente concession. Elle est représentée par son directeur. A ce titre, elle est en charge :

- de la notification du contrat de concession ;
- de la résiliation de la concession ;
- du contentieux.

1.2 Le Groupement de soutien commissariat de Metz (GSC-Metz) est en charge :

- du lancement de la consultation ;
- du suivi administratif de la concession.

1.3 Le Groupement de soutien commissariat de Metz (GSC-Metz) est le bénéficiaire de la concession par l'intermédiaire du :

- Pôle commissariat de Thionville,
- Pôle commissariat de Metz Séré de Rivière-Woippy
- Pôle commissariat de Metz Montigny.

Les Pôles sont les interlocuteurs privilégiés du titulaire.

Article 2 : Représentant du titulaire

Le titulaire désignera un représentant qui sera l'interlocuteur des trois pôles commissariat.

Le titulaire est notamment désigné « le concessionnaire » dans la présente concession (ou « le titulaire »).

Article 3 : Objet

3.1 La présente concession a pour objet de permettre aux personnels militaires et civils des garnisons de Metz et de Thionville d'accéder à des prestations de coiffure en se rendant dans les salons de coiffure situés dans différentes enceintes militaires.

La consultation est décomposée en 2 lots géographiques :

▪ Lot 1 – Garnison de Thionville

- Quartier Jeanne d'Arc à Thionville ;

▪ Lot 2 – Garnison de Metz

- Quartier Séré de Rivières à Metz ;
- Site de Saint Arnoul à Metz ;
- Quartier Colin-Raffenel de Montigny-les-Metz

En cas d'incorporation d'engagés volontaires, il pourra être demandé au titulaire d'assurer en priorité cette clientèle.

A titre accessoire, le concédant prend en charge les prestations réalisées au profit des engagés volontaires de l'armée de terre (EVAT) lors des incorporations.

Les prestations offertes par le salon de coiffure comprennent a minima :

- shampoing,
- coupe au rasoir,
- coupe au ciseau,
- brushing,
- Couleur

La concession comprend pour le titulaire :

- l'utilisation des locaux utilisés pour les salons de coiffure ;
- les matériels mis à disposition par les pôles de Metz et Montigny-les-Metz, tels que prévus par l'annexe A du présent cahier des clauses particulières ;
- la fourniture des fluides (sans contrepartie financière) ;

Le concessionnaire devra assurer la continuité de ses missions durant toute l'année.

3.2 Les documents contractuels de la présente concession (Lot 2) sont :

- les clauses administratives composant la 1^{ère} partie de la concession ;
- les clauses techniques composant la 2^e partie de la concession ;
- l'ensemble des annexes à ce document, incluant les annexes remplies par le titulaire au moment du dépôt de son offre.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont en aucun cas opposables à l'Etat, quelle qu'en soit leur forme.

Ces différents documents sont conservés suivants les règles applicables en matière d'archivage au sein du ministre des armées.

Article 4 : Dispositions générales relatives au concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à une obligation d'exécution personnelle de la concession. Il assure la responsabilité de l'équilibre économique de la concession. En aucun cas, l'équilibre ne peut être obtenu par des majorations des tarifs applicables aux usagers, hors les dispositions de révision de prix prévues par la présente concession.

L'ensemble des prestations à la charge du concessionnaire sera exécuté sous sa seule et entière responsabilité. Ainsi, il assure à ses risques et périls les obligations mises à sa charge au titre de la présente concessionnaire.

Article 5 : Lieux d'exécution pour le lot 2 – Garnison de Metz

➤ 3^{ème} régiment des hussards (3^e RH)

Quartier Séré de Rivières

Pôle commissariat de Metz-Séré de Rivières

Bâtiment 16 – RDC – Pièce 8

2 avenue Blida

57000 METZ

➤ Groupement de soutien de la base de défense de Metz

Quartier Colin-Raffenel

Pôle commissariat de Metz-Montigny

Bâtiment 20

30 ter rue du général Franiatte

57950 MONTIGNY-LES-METZ

➤ Site de Saint Arnoul

Pôle commissariat de Metz-Montigny

Bâtiment 08

Rue aux ours

57000 METZ

Article 6 : Durée et entrée en vigueur

La présente concession est conclue pour une durée d'un (1) an ferme, à compter de la notification du contrat de concession. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois (3). La durée de chaque période de reconduction est de douze (12) mois, sans que la durée n'excède quatre (4) ans.

L'autorité concédante procédera à la notification de la présente concession par tout moyen permettant d'attester de la date certaine.

Dans le cas où la notification est faite par voie postale, la date de notification est réputée être celle de la date de réception de la lettre recommandée par le titulaire, attestée par l'avis de réception délivré à l'autorité concédante.

Le titulaire en prend possession des éléments constituant la concession au plus tard dans le mois suivant la date de notification du présent contrat. La prise de possession est constatée par un inventaire établi contradictoirement par les chefs de pôles ou leur représentant et le titulaire. Un inventaire contradictoire sera également établi en fin de concession.

Cet inventaire sera joint en annexe au contrat.

Article 7 : Conditions d'exécution du contrat de concession

7.1 Exclusivité

Les activités, objet de la présente concession, sont consenties à titre exclusif à l'intérieur du périmètre concédé et ce pour la durée de celle-ci.

7.2 Principes généraux relatifs à l'exploitation

Le concessionnaire respecte et fait respecter en toutes circonstances les obligations qui lui sont prescrites par le présent contrat.

Il s'engage à respecter toute disposition légale et réglementaire régissant les activités objet de la présente concession.

Le concessionnaire fera son affaire de l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires à son activité et exécutera celle-ci dans les conditions conformes aux lois et règlement en vigueur.

7.3 Exécution du contrat de concession par un tiers

Conformément à l'article L.3114-9 du code de la commande publique, le concessionnaire peut confier à un tiers une partie des services faisant l'objet du contrat de concession sous réserve de l'autorisation expresse de l'autorité concédante.

A ce titre, le concessionnaire doit lui adresser la copie du projet de contrat ainsi que les références du titulaire pressenti. Le concessionnaire peut donc recourir à des tiers, sous réserve de l'avoir précisé dans son offre ou bien d'en faire la déclaration avant d'y recourir.

Cette exécution par un tiers ne pourra pas être totale.

Ce tiers est soumis aux mêmes obligations que le concessionnaire, pour la partie qui le concerne.

7.4 Principes de l'exploitation aux risques du concessionnaire

Conformément aux dispositions en vigueur, l'activité exploitée par le concessionnaire est réalisée à ses frais et risques, ce dernier assumant une réelle exposition aux aléas économiques du service concédé, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire soit réelle.

Ainsi, il s'engage à établir et à exploiter, à ses frais et risques, les salons de coiffure situés sur les quatre sites et à assurer les prestations telles que prévues au présent contrat.

Il lui incombe de prévoir l'affectation du personnel nécessaire et de définir des stocks suffisants de matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations qu'il s'est engagé à réaliser.

L'accès aux prestations doit être assuré aux jours et horaires prévus en annexe 2 du CCTP.

La rémunération du concessionnaire est constituée des ressources qu'il se procure directement du fait de l'exploitation des activités concédées, dans le cadre du présent contrat. Aucune compensation ne sera versée par le ministère des armées.

7.5 Stipulations relatives aux locaux

7.5.1 Le concessionnaire est autorisé, par la présente concession, à occuper et à exploiter une partie du domaine public. Préalablement à cette installation, le chargé de prévention de chaque site concerné devra être sollicité aux fins d'établissement d'un plan de prévention. Le concessionnaire s'engage à fournir toutes les informations techniques concernant le fonctionnement de la concession.

Cette autorisation, résultant de l'article L.3132-1 du code de la commande publique, ne dispense pas du paiement d'une redevance domaniale conformément aux articles L.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

7.5.2 Concernant les locaux mis à disposition

Afin d'assurer la prestation, le GSC-METZ met à disposition du titulaire de locaux. Le titulaire ne pourra changer la destination de ces espaces. Le titulaire s'engage à n'y réaliser que les activités prévues au contrat. Les locaux et les espaces concédés appartiennent à l'Etat.

L'activité du titulaire, régie par le présent contrat, s'exerce au sein des salons de coiffure situés :

Pôle de Metz-Séré de Rivières-Woippy :

- au RDC du bâtiment 16 du quartier Séré de Rivières, dans la pièce n°8 et a une superficie de 15m² (G2D : 0016 / Chorus : 257311)

Pôle de Metz-Montigny :

- au rez-de-chaussée du bâtiment 8 du site de Saint Arnoul, dans la pièce n°0033 et a une superficie de 27,4m² (G2D : 0008 / Chorus : 301074)
- au 1^{er} étage du bâtiment 20 du quartier Colin-Raffenel, dans la pièce n°4 et a une superficie de 20m² (G2D : 004 / Chorus : 303321)

Les pôles commissariat désignés ci-dessus s'engagent à laisser le libre accès aux locaux.

L'aménagement et la décoration des locaux mis à disposition sont réalisés par les soins et aux frais exclusifs du titulaire sous réserve de l'accord des pôles commissariat. Aucune modification ne doit être apportée à l'infrastructure.

Le titulaire ne peut pas y installer des meubles personnels.

De plus, l'entretien quotidien du local et équipements est à la charge du titulaire.

L'Etat pourra apporter des modifications ou effectuer des réparations des locaux pendant la durée de la mise à disposition. Il ne sera tenu que des grosses réparations définies par l'article 606 du code civil. Toutes les autres réparations seront à la charge du titulaire.

Le titulaire doit souffrir, sans indemnité, des travaux de toute nature que le pôle commissariat juge nécessaires d'effectuer pendant toute la durée de la concession, dans les locaux mis à disposition et ce quelles que soient l'importance et la durée des travaux. Le titulaire sera informé de ces travaux dans les meilleurs délais possibles.

Il est rappelé que le titulaire ne doit jamais loger qui que ce soit dans le local mis à disposition. Il ne doit y maintenir aucun animal.

7.5.3 Fourniture d'énergie et ligne téléphonique

L'assainissement, le chauffage, l'eau chaude et froide ainsi que l'électricité nécessaires au bon fonctionnement des installations et des équipements du prestataire sont fournis par les pôles commissariat dans la limite de leurs capacités et sous réserve de la survenance de circonstances imprévisibles ou exceptionnelles.

7.5.3.1 L'électricité nécessaire au bon fonctionnement des installations et des équipements du titulaire est fournie sans contrepartie financière.

7.5.3.2 L'eau nécessaire au bon fonctionnement des installations et des équipements du titulaire est fournie sans contrepartie financière.

7.5.3.3. Les charges de chauffage ne donnent pas lieu à facturation.

Le titulaire ne pourra invoquer la responsabilité du GSC-METZ, ni prétendre à indemnité en cas d'interruption de fournitures, par suite de réparations, travaux ou pour tout autre cause.

Les sites suivants disposent d'une ligne téléphonique directe : Site de Colin, Site de Séré de Rivières

7.5.4 le cas échéant, le titulaire s'acquittera de ses obligations à l'égard de la SACEM

De plus amples informations sont disponibles en cliquant sur le lien ci-après : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F3094>

7.5.5 Conditions de mise à disposition des matériels et fournitures

Les matériels mis à la disposition du titulaire par les pôles commissariat (dont la liste est fournie en annexe A du CCTP) sont placés sous sa responsabilité. Celui-ci s'engage à les maintenir en parfait état et à les restituer dès la fin de la présente concession.

Un inventaire contradictoire sera établi par les pôles commissariat lors de l'entrée et de la sortie des lieux du titulaire. Les chefs de pôle ou leur représentant sont la personne compétente dans le domaine des matériels mis à disposition.

Tout dommage (accidentel ou lié à l'usure) concernant l'un de ces matériels sera signalé au pôle commissariat par le titulaire. Les réparations et l'éventuel remplacement sont à la charge du concessionnaire. Il indiquera au pôle commissariat les données techniques concernant soit les réparations soit le nouveau matériel ; un accord du pôle commissariat est nécessaire avant toute réparation ou tout changement.

Le titulaire utilise ses propres serviettes de toilette, dont il assure lui-même le nettoyage.

7.5.6 Matériels et fournitures à la charge du prestataire

Le titulaire conserve à sa charge la fourniture des autres matériels et autres produits nécessaires dans le cadre de son activité. Toutefois, avant d'être employé tout matériel ou produit utilisé devra suivre les règles d'hygiène, de la réglementation en vigueur.

7.5.7 Sécurité des locaux et des occupants

Extincteurs dans les locaux

Le concédant conserve l'entière responsabilité des mesures de sécurité auxquelles le titulaire est tenu de se soumettre.

Le bâtiment dans lequel le local est mis à disposition du titulaire est doté de dispositifs de sécurité (extincteurs), dont l'entretien et le contrôle incombe du concédant.

7.6 Stipulations relatives au personnel

7.6.1 Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui serait applicable, notamment concernant la protection de la main d'œuvre, les conditions de travail, l'emploi des travailleurs étrangers et la lutte contre le travail illégal ou encore l'emploi de travailleurs handicapés.

Le titulaire produira, sur demande de l'autorité concédante les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D.8222-7 et D.8222-8 s'il est établi à l'étranger.

En cas de refus de produire ces pièces, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

7.6.2 Contrôle primaire des agents

Tout personnel susceptible d'intervenir dans l'enceinte de chaque site, relevant du ministère des armées, doit impérativement faire l'objet d'une enquête administrative préalable.

A cette fin, le titulaire devra remplir et faire remplir par son personnel, intervenant sur le site, une fiche de contrôle transmise par le bureau sécurité-défense du GSC-METZ dès la notification du contrat. Chaque pôle du commissariat aura connaissance de la fiche de contrôle.

A la demande du concédant, le titulaire pourvoira obligatoirement au remplacement de tout personnel concerne par un avis avec objection.

De plus, toute modification de la liste du personnel employé par le titulaire sur site sera soumise, pour avis, au GSC-METZ avant son actualisation. Par la suite, tout nouveau personnel employé dans le cadre de la concession doit remplir les documents correspondant à l'enquête administrative ; ils devront parvenir au GSC-METZ 12 semaines avant sa prise de fonction.

La liste du personnel employé doit être tenue à jour et faire mention de l'ensemble des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel. Elle pourra donner lieu à des contrôles inopinés de la part du GSC-METZ.

7.6.3 De plus, et pendant toute la durée de la concession, l'autorité concédante ou son représentant, aura la possibilité de demander le remplacement motivé d'un ou plusieurs intervenants du titulaire. De même le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'autorité concédante. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai qui aura été fixé à compter de la demande ou de la proposition du remplaçant. Ce remplacement peut être immédiat.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

7.6.4 Le titulaire et son personnel doivent se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans l'enceinte des différents quartiers ainsi qu'aux règlements intérieurs. En cas de manquement, l'autorité concédante pourra demander l'exclusion immédiate de l'agent en cause aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées par le titulaire. En cas de manquement à ses règles, l'autorité concédante se réserve de résilier la concession aux torts du titulaire.

A titre d'information, et en application de l'article R. 4123-47 du code de la défense, le titulaire est informé que les services concernés se réservent la possibilité de communiquer à la direction du renseignement et de la sécurité de la défense l'identité de toute personne dépendant de lui et qui aurait accès aux données personnelles des militaires ou qui aurait connaissance d'une donnée qui au moins à sa seule lecture permettrait de qualifier la qualité du militaire. Les articles R.4123-45 et suivants du code de la défense s'appliqueront le cas échéant.

7.6.5 Gestion des déchets

Des bennes sont mises en place sur chaque site au titre du marché de collecte et traitement des déchets non dangereux.

Le prestataire peut y déposer uniquement les déchets générés par son activité, et à condition qu'ils soient recyclables ou assimilables aux ordures ménagères.

L'élimination des autres déchets n'entrant pas dans cette catégorie, ou souillés par des produits chimiques ou tranchants/coupants sera faite par filière spécialisée.

Article 8 : Contrôle des prestations

8.1 Le représentant de l'autorité concédante chargé des relations avec le titulaire dans le cadre de l'exécution de la présente concession est le chef de pôle ou son représentant.

Le GSC-METZ se réserve le droit de réaliser périodiquement des enquêtes auprès des clients afin de mesurer leur degré de satisfaction quant aux prestations offertes dans le cadre de l'exécution de la concession. Selon les résultats des enquêtes, des réajustements peuvent être demandés au titulaire.

Les remarques formulées par le GSC-METZ au cours de l'exécution sont communiquées au titulaire par tout document permettant d'attester de la date certaine. Des réunions de suivi d'exécution de la concession peuvent être organisées sur demande de l'autorité concédante ou du titulaire.

8.2 L'autorité concédante peut à tout moment et sans en référer préalablement au concessionnaire procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaires afin de vérifier la conformité des prestations et les modalités de leur exécution avec les obligations du titulaire au titre de la présente concession et ses annexes. Ce contrôle est effectué directement par l'autorité concédante ou par un tiers, mandaté par le ministère des armées.

Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de la prestation, à répondre à leurs questions et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaire. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, sont opposables au titulaire sous réserve que les contrôles soient effectués contradictoirement.

8.3 Le titulaire tient un registre dans lequel sont consignées les réclamations des usagers, et toute personne ayant à connaître du service rendu par le titulaire et les réponses apportées par celui-ci.

Les documents d'information du titulaire font état de l'existence de ce registre et du lieu où il peut être renseigné. Le titulaire le présentera sur demande à l'autorité concédante.

Article 9 : Responsabilité des parties et obligations d'assurance du titulaire

9.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est civilement responsable de tous préjudices corporels ou matériels provoqués par le personnel et les matériels qu'il déploie sur les sites. Il est aussi responsable des installations qu'il effectuera dans le cadre de la concession ainsi que du local mis à disposition. (S'applique le dispositif applicable à la responsabilité du locataire).

9.2 Responsabilité du ministère des armées

Le ministère des armées est responsable des dommages causés au titulaire par son personnel et/ou son matériel.

Par ailleurs, il ne pourra être tenu pour responsable en cas :

- d'incendie de l'établissement (si cause extérieure à l'exécution de ses obligations) ;
- de dégâts des eaux qui n'est pas causé par une rupture des canalisations du local ;
- de dégâts suite à une catastrophe naturelle ;
- de vols commis par des patients ou toute personne extérieure à l'établissement ;
- de vandalisme.

En aucun cas, la responsabilité du ministère des armées ne sera engagée en cas de litiges entre le titulaire et ses clients.

9.3 Obligation d'assurance

Le titulaire fournira, dans un délai de 15 jours suivant la notification de la concession, et à la demande du GSC-METZ ensuite, l'attestation de sa police d'assurance garantissant les risques et dégâts causés par ses équipements, ainsi que la responsabilité civile en général liée à ses activités. Cette communication n'engagera pas la responsabilité de l'Etat pour le cas où, à l'occasion du sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants. Le titulaire devra également présenter une assurance habitation couvrant les locaux mis à sa disposition.

Toute modification des polices d'assurance souscrites par le titulaire intervenant en cours d'exécution de la concession sera portée à la connaissance du GSC-METZ dès son entrée en vigueur. Un avenant sera éventuellement conclu.

Le titulaire devra souscrire les polices d'assurance correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent. Les polices souscrites devront garantir l'Etat contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit.

Article 10 : Obligations spécifiques du titulaire

10.1 Il revient au titulaire de procéder aux démarches nécessaires auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) concernant le traitement des fichiers qu'il gère, notamment le règlement général sur la protection des données.

10.2 Le titulaire a l'obligation de se conformer aux obligations de confidentialité faites à l'ensemble des personnes travaillant sur le site et ne devra divulguer aucune des informations dont il aurait pu avoir à connaître durant l'exercice de son activité quelque soient leur forme. Cette obligation ne s'éteint pas au terme de la concession et sa violation peut donner lieu à des poursuites.

10.3 Obligations de vérification des équipements

Les éventuels équipements installés par le titulaire dans les locaux et les emplacements mis à disposition doivent répondre aux normes en vigueur. Ils doivent faire l'objet des vérifications réglementaires qui sont à la charge du titulaire, qui s'engage à présenter les justificatifs de ces vérifications (registre spécifique etc.), du GSC-METZ.

10.4 Obligations diverses (rappels)

Le titulaire doit, en outre, se conformer aux obligations suivantes :

- Il doit participer aux séances de formation à la PPCI (prévention et protection contre l'incendie) dispensées au personnel travaillant sur les quartiers ;
- Il a l'interdiction de loger qui que ce soit dans les locaux mis à disposition ;
- Il ne doit faire venir aucun animal ;
- Il doit pouvoir se pourvoir de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de sa prestation et il s'engage à respecter les règles et usages de sa profession ;
- il supporte seul tous les impôts, taxes et charges diverses afférents à son activité.

10.5 Contrôle du service public

Conformément à l'article L.3131-5 du code de la commande publique, le concessionnaire remettra annuellement à l'autorité concédante un rapport comportant notamment la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité du service.

Le modèle de document à remplir sera fourni par l'autorité concédante.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant au ministère des armées d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Ce rapport impliquera également, le cas échéant, l'évolution des technologies et leur prise en compte dans le cadre du contrat.

Conformément aux articles R.3131-3 et suivants du code de la commande publique, le rapport comprendra :

-1- les données comptables suivantes :

- le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours ;
- une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

-2- Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers.

-3- Il est également demandé :

- un compte rendu de la situation des biens nécessaires à l'exploitation du service concédé, comportant notamment une description des biens et si des investissements sont prévus ;

- un état de suivi de ces investissements le cas échéant ; programme contractuel d'investissement en premier établissement et de renouvellement des biens nécessaires à l'exploitation du service concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;

- un inventaire des biens désignés au contrat comme bien de reprise ou bien de retour du service concédé le cas échéant ;

- les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service ;

-4- Une annexe comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Article 11 : Conditions financières et affichage

11.1 Rétrocession

L'autorité concédante et le GSC-METZ ne demandent aucune participation au chiffre d'affaires.

11.2 Tarification

Le titulaire certifie que les prix appliqués n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de sa clientèle hors concession. Il s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix de l'ensemble des prestations sont proposés dans l'annexe 1 du CCTP.

Toute modification ou révision des prix fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'accord de l'autorité concédante. Aucune modification tarifaire ne pourra intervenir sans cet avenant.

Cette évolution ne pourra intervenir qu'une fois par an, à la date anniversaire de la notification du contrat de concession et ne pourra pas dépasser la variation de l'indice des prix à la consommation par l'INSEE pour l'année en cours.

Le titulaire saisira l'autorité concédante de sa demande de modification des prix au moins deux mois avant la date anniversaire de la notification du contrat de concession.

Le titulaire est tenu d'afficher les prix dans le salon.

11.3 Modalités de règlement

11.3.1 Prestations à titre onéreux

Le règlement s'effectue auprès du prestataire par le client, tel que prévu par l'article 2 du cahier des clauses techniques particulières par tous moyens de paiement acceptés par le titulaire.

11.3.2 Prestations à la charge du ministère des armées (MINARM)

Les catégories de personnes coiffées à charge du MINARM, tel que prévu à l'article 2 du cahier des clauses techniques particulières.

En fin de mois, le titulaire transmet sa facture, détaillée par site, accompagnée de la liste des personnels recensés pour effectuer une coupe sur le Portail CHORUS pro, accessible par internet à l'adresse suivante :

<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Elles devront nécessairement comporter les mentions obligatoires suivantes :

- Le numéro Chorus du contrat de concession (qui sera communiqué après la notification)
- Le code du service exécutant D31663S057
- Le numéro SIRET des services de l'Etat : 11000201100044

Le paiement de la facture s'effectue dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, par virement au compte bancaire et postal fourni par le titulaire.

Article 12 : Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 3135-1 du code de la commande publique, le présent contrat de concession peut être modifié en cas d'évolution des besoins. Cette évolution se fera sur la base des tarifs du concessionnaire, tels que prévus dans son offre et éventuellement révisés.

Article 13 : Redressement / liquidation judiciaire

13.1 En cas de redressement judiciaire

L'autorité concédante doit adresser une lettre de mise en demeure à l'administrateur judiciaire pour se prononcer sur la poursuite de l'exécution de la concession en cours (article L. 622-13 du Code de commerce).

En l'absence d'administrateur judiciaire, l'article R. 627-1 du code de commerce précise que cette mise en demeure doit être adressée au titulaire qui doit agir après avis conforme du mandataire judiciaire.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

13.2 En cas de liquidation judiciaire :

L'autorité concédante adresse une mise en demeure au liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution de la concession.

Si le liquidateur confirme que l'entreprise n'est plus en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de réponse au bout d'un mois, l'autorité concédante est fondée à prononcer la résiliation de plein droit du marché sans indemnisation du titulaire (article L. 641-11-1 du Code de commerce).

Article 14 : Pénalités

14.1.1. Tout manquement aux obligations du présent contrat de concession fait courir au titulaire une pénalité dont le montant est fixé selon les modalités ci-après définis :

L'application des pénalités est précédée d'une mise en demeure, émise par tout moyen permettant d'attester de la date certaine, par l'autorité concédante. Le titulaire disposera d'un délai précisé dans la mise en demeure pour faire cesser le manquement. Si au terme du délai, le manquement n'a pas cessé, les pénalités s'appliqueront.

Le titulaire peut se voir appliquer des pénalités dans la mesure où la preuve de ces manquements par rapport aux objectifs de résultat est fournie, conformément aux possibilités de contrôles, indiquées ci-dessous.

Le montant des pénalités est arrêté tous les mois et fait l'objet d'un titre de recette adressé au titulaire.

- Tout manquement dans les obligations commerciales du titulaire (amabilité, accès rapide au service, mauvaise image...) consigné dans le registre tenu par le titulaire pourra donner lieu à l'application des sanctions suivantes :

- une mise en demeure dès la consignation de la deuxième plainte jugée recevable par l'administration ;

- une pénalité correspondant à l'application du barème suivant, et ce, dès la troisième plainte annuelle et pour chacune des plaintes suivantes :

- 20€ par plainte jugée recevable par l'administration jusqu'à la 9^e ;

- 50 € par plainte jugée recevable par l'administration à partir de la 10^e ;

- au-delà de la 50^e plainte, la résiliation de la concession sera prononcée, aux torts du titulaire et sans annulation des sommes dues au titre des pénalités précédentes.

Il est convenu que le titulaire n'assume aucune responsabilité si l'interruption a pour cause des événements totalement extérieurs à lui, à son personnel/ou son matériel.

14.1.2 Retard dans la production du rapport annuel du contrat de concession

Tout retard dans la production des rapports prévus par le présent contrat fait encourir de plein droit au titulaire, une pénalité de 20 € par jour de retard.

Tout manquement dans la composition des rapports demandés entraînera l'application d'une pénalité de 20€ par jour, après mise en demeure assortie d'un délai pour pallier ce manquement et restée infructueuse.

14.1.3 Retard d'information et dans la production de documents

Tout retard dans la production de documents d'information à la clientèle et au GSC-METZ, mis à la charge du titulaire, dans le cadre de son obligation d'information et de conseil encourir de plein droit au titulaire, une pénalité de 150 € par jour de retard, après mise en demeure assortie d'un délai pour pallier ce manquement et restée infructueuse.

14.1.4 Dispositif en cas non-respect des clauses de sécurité

Tout manquement aux mesures de sécurité prévues à l'article relatif aux mesures de sécurité du présent CCAP pourra donner lieu au paiement d'une pénalité d'un 300€ par manquement.

14.1.5 Hygiène et maintenance

Tout retard ou tout manquement aux obligations en matière d'hygiène, de nettoyage et de maintenance mises à la charge du titulaire par le présent contrat et par la réglementation de manière générale fait encourir au titulaire une pénalité de 150€ par jour de retard, après mise en demeure assortie d'un délai pour pallier ce manquement et restée infructueuse.

Article 15 : Propriété

Pendant la durée de la concession :

- l'ensemble des équipements fournis et installés par le titulaire dans le cadre de son activité resteront sa propriété ; le cas échéant, le titulaire est propriétaire du matériel de remplacement.
- l'ensemble des moyens mis à la disposition du titulaire reste propriété du GSC-METZ.

Toutefois, le titulaire est informé que si le contrat venait à être résiliée avant son terme par l'autorité concédante, un compte prorata des biens de retour et des biens de reprise sera rétabli en fonction de la valeur de ceux-ci.

Si le titulaire devait cesser son activité, le MINARM a la possibilité d'acheter l'ensemble des équipements financés par le titulaire avant le terme de la concession sur la base du prorata temporis.

Article 16 : Résiliation et mise en régie aux frais et risques

16.1 Si des faits ou des décisions non envisagés dans la concession devaient en rendre certaines dispositions inapplicables, l'autorité concédante se réserve le droit de le résilier en tout ou partie.

L'autorité concédante pourra résilier en tout ou partie et à tout moment et sans indemnité la concession pour motif d'intérêt général.

16.2 En cas de rupture dans la continuité du service partielle ou totale, non autorisé par l'autorité concédante ou si le titulaire se révèle incapable de poursuivre l'exploitation du service ou si le titulaire, par le biais de son personnel et/ou de son matériel, est l'auteur de manquements répétés à ses obligations contractuelles, l'autorité concessionnaire, sur demande du GSC-METZ, le met en demeure, par tout moyen d'attester de la date, de respecter ses obligations.

Passé ce délai, l'autorité concessionnaire peut faire exécuter les prestations par un tiers ou en régie aux frais du titulaire pour une durée d'un mois. Ainsi si les éventuels frais supplémentaires des prestations réalisées seront mis à la charge du titulaire qui devra soit les remboursés directement auprès des patients soit rembourser le ministère des armées.

16.3 En cas de faute particulièrement grave (notamment travaux prévus non réalisés, incapacité d'exploiter, négligences répétées...) à l'occasion de laquelle le titulaire compromettrait durablement le bon fonctionnement du service, l'autorité concédante, sur demande du GSC-METZ, prononce de plein droit la résiliation de la concession après une mise en demeure restée infructueuse, après un délai de 15 jours à compter de sa réception.

La résiliation pour faute ne dispense pas le titulaire du versement des pénalités mises à sa charge et des dommages et intérêts relatifs aux préjudices, directs ou indirects causés au ministère des armées.

Article 17 : Fin de contrat

17.1 Expiration

Il est mis fin aux obligations réciproques des parties à l'expiration du terme de la concession.

Cependant, en cas de faute grave du titulaire ou de manquement répétés ou non justifiés, le ministère des armées pourra mettre en demeure, par tout moyen permettant d'attester de la date certaine, de réaliser la prestation.

Passe le délai fixé dans la mise en demeure, l'autorité concédante, sur demande du GSC-METZ peut décider :

- de faire réaliser la prestation aux frais et risques du titulaire (aux conditions de l'article 16 du présent CCAP);
- de résilier le présent contrat de concession aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse se prévaloir d'un quelconque dédommagement, avec prise d'effet à la date de notification au titulaire et sans indemnité.

17.2 Sort des biens de retour

Les biens de retour sont les biens et meubles créés ou acquis par l'autorité concédante. Ce matériel, décrit en **Annexe A**, demeure la propriété de l'autorité concédante.

17.3 Sort des biens de reprise

Les biens de reprise sont ceux qui ont été acquis par le titulaire en cours d'exploitation du contrat et l'autorité concédante souhaite conserver éventuellement à la fin du contrat.

La valeur des biens concernés sera fixée d'un commun accord ou après avis d'un expert. Les indemnités sont estimées en fonction de l'amortissement technique et compte tenu des éventuels frais de remise en état.

17.4 Sort particulier des biens propres

Les biens affectés par le titulaire à l'exploitation de la prestation comme les matériels de publicité (supports de documentation notamment) ainsi que le mobilier sont des biens propres.

Ces biens sont librement repris par le titulaire sans que le GSC-METZ ou l'autorité concédante puisse revendiquer l'appropriation, sauf à prévoir une indemnisation à leur valeur réelle.

Article 18 : Valeur des biens non amortis par le titulaire

En cas de résiliation avant terme, l'attention du titulaire est appelée sur que le fait que, pour être fondé à solliciter le remboursement de la fraction non amortie des équipements acquis, il conviendra qu'il établisse un bilan précis des biens suivant la valeur et la durée d'amortissement.

Il ne sera précédé à aucun remboursement en cas de résiliation pour faute grave. Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et doit être restée infructueuse.

L'ensemble de ces documents seront nécessairement fournis à l'autorité concédante qui pourra en tout état de cause procéder à une analyse contradictoire de ce bilan, tenant compte de l'ensemble des dépenses réalisées sur la durée du contrat de concession, de l'état réel des installations.

Dans tous les cas, le titulaire devra répondre de façon positive aux sollicitations et demandes de documents du GSC-METZ et de l'autorité concédante ou d'un expert indépendant qui aura été désigné d'un commun accord entre les parties.

Article 19 : Litiges

Le titulaire peut s'adresser par écrit, courrier recommandé avec avis de réception, au chef du Département Economique et Financier, interlocuteur PME-PMI, pour toute doléance, difficulté récurrente ou ponctuelle relative à l'application du présent contrat. Ce dernier s'engage à répondre au titulaire dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les litiges éventuels qui pourraient opposer le titulaire et ses clients relèvent du droit privé et ne peuvent en aucun cas mettre en cause la responsabilité de l'Etat. Cela ne concerne pas les litiges concernant le personnel dont le coiffage est pris en charge.

Toute contestation survenant entre l'un des trois pôles commissariat et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses de la présente concession et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, une réunion sera organisée entre le titulaire, le GSC-METZ et la PFC Est dans l'objectif de trouver un accord.

En cas de contestations relatives à l'application du présent contrat, le tribunal administratif compétent est le :

Tribunal Administratif de Nancy

5 Place Carrière

Case officielle 20038

54038 NANCY

*

ANNEXE A : LISTE DES BIENS MIS A DISPOSITION PAR LES POLES COMMISSARIAT DE METZ SERE DE RIVIERES-WOIPPY ET METZ-MONTIGNY

A l'exploitation de quatre salons de coiffure situés dans des enceintes militaires de la garnison de Thionville et de Metz

LOT 2 – Garnison de Metz

Quartier Séré de Rivières à Metz :

- 1 fauteuil + bac de lavage
- 1 meuble avec miroir

Site de Saint Arnoul à Metz :

- 1 fauteuil + bac de lavage
- 1 meuble avec miroir
- 1 fauteuil
- 2 fauteuils d'attente
- 1 présentoir à roulettes pour sèche-cheveux et brosses

Matériels mis à disposition : tondeuses, peignes, brosses, sèche-cheveux, lisseur, rasoirs, paires de ciseaux.

Quartier Colin-Raffenel à Montigny-lès-Metz :

- 1 fauteuil + bac de lavage
- 1 meuble de rangement avec miroir
- 1 fauteuil de coupe professionnel
- 1 comptoir
- 1 chaise haute
- 2 chaises d'attente

Matériels mis à disposition : tondeuses, peignes, brosse, sèche-cheveux, serviettes, rasoirs, paires de ciseaux.

Un état des lieux d'entrée, signé des deux parties, sera réalisé au moment de la prise en compte des locaux pour permettre de lister les biens mis à disposition du titulaire.